

Croatie : déclaration de la conférence syndicale de Zagreb

lundi 10 décembre 2012, par [Syndicats](#) (Date de rédaction antérieure : 25 novembre 2012).

Déclaration adoptée lors de la conférence syndicale « Résistance ouvrière à la destruction des entreprises », tenue à Zagreb les 24 et 25 novembre 2012.

DECLARATION DE LA CONFERENCE SYNDICALE

Nous le représentants syndicaux des ouvriers des entreprises JADRANKAMEN, CHEMINS DE FER CROATES (HZ), DIOKI, RESEAU D'ELECTRICITE CROATE (HEP) , DALMACIJAVINO et SYNDICAT INDUSTRIEL REGIONAL, après deux jours de débats lors d'une conférence, nous nous sommes mis d'accord sur les points suivants :

La classe ouvrière en Croatie est confrontée à de nombreux problèmes :

- Dépérissement des entreprises,
- Absence de l'influence des travailleurs sur la gestion des entreprises,
- Absence de l'influence des travailleurs sur le pouvoir exécutif,
- Réduction des salaires,
- Non-paiement des salaires,
- Insécurité et perte de l'emploi,
- Impossibilité de vivre dignement de son salaire,
- Et autres formes de privation des travailleurs de leurs droits.

Tous les problèmes évoqués des ouvriers sont au fond les mêmes partout, indépendamment de l'entreprise ou de l'institution où ils travaillent.

Compte tenu de cette situation alarmante, les participants s'engagent à agir ensemble pour la défense des travailleurs, de leur emploi et de la propriété publique.

Dans les luttes ouvrières nous agirons pour la solidarité pleine et entière et offrirons le soutien mutuel concret aux travailleurs, sans tenir compte de leur entreprise, de leur branche ou de leur appartenance syndicale. Nous invitons tous les syndicats à s'y associer.

Dans cette solidarité nous souhaitons substituer au morcellement syndical actuel un véritable syndicalisme de lutte.

Contre le bazarage des biens publics et contre la poursuite des privatisations !

Pour l'annulation de la privatisation de l' INA (compagnie pétrolière nationale) et toutes les autres

privatisations illégales !

Contre le parachutage au postes de direction des affidés du parti au pouvoir, source d'incompétence !

Il faut fonder par la loi la gestion des entreprises par les travailleurs et réguler par la loi l'organisation de l'actionnariat ouvrier, afin de renforcer sa position.

On doit arrêter la complaisance à l'égard du grand capital au détriment des citoyens de la République de Croatie, mise en œuvre par le pouvoir politique en place. Nous exigeons d'arrêter le pillage et le bazarage des ressources naturelles du pays, propriété de tous les citoyens de la République.

Il faut changer la législation actuelle du travail et de la procédure de mise en liquidation, conçue en faveur du capital et au détriment des travailleurs !

Nous appelons tous les mécontents -travailleurs, agriculteurs, chômeurs, retraités, étudiants - de s'associer à cette initiative, en vue de résistance et de changement de l'état actuel de la société.

Signataires :

Lukica Bucat, Syndicat indépendant de « Dalmacijavino »

Tonci Drpic, Syndicat indépendant de « Jadrankamen »

Denis Geto, syndicat professionnel de « HEP-TECHNOS »

Bojan Kovacic, membre du Comité de défense de « Dioki »

Zeljko Luksic, Syndicat des cheminots de Croatie

Sinisa Milicic, Syndicat industriel régional
